



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2139

Texte de la question

MANIFESTATION DES CÉRÉALIERS

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Vasseur, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Isabelle Vasseur. Monsieur le ministre de l'agriculture et de la pêche, l'agriculture représente depuis toujours l'une des forces économiques incontournables de notre pays.

La crise à laquelle nos agriculteurs sont confrontés depuis deux ans, toutes productions confondues, commande des réponses rapides et adaptées, véritable défi que nous devons relever si nous voulons sauver cette exception française.

Aujourd'hui, des milliers de céréaliers se retrouvent à Paris pour lancer un cri d'alarme face à la baisse des cours mondiaux, aux fluctuations des prix des marchés de céréales, qui ont entraîné une baisse de 51 % de leur revenu en 2009, et aux contraintes environnementales, sans cesse croissantes.

Monsieur le ministre, je sais que vous mesurez, comme nous tous, la profonde détresse et l'inquiétude légitime des paysans français.

Ainsi, dès novembre dernier, vous avez lancé un plan de soutien exceptionnel à l'agriculture, comprenant des mesures bancaires et des allègements de charges ; 1,8 milliard d'euros de prêts bonifiés et 650 millions d'euros d'aides publiques ont été débloqués à cette occasion.

Dans le prolongement des annonces faites par le Président de la République lors de son déplacement dans l'Essonne le 6 avril dernier, vous avez également installé un comité de suivi sur la situation des grandes cultures, destiné à résoudre les problèmes conjoncturels et structurels.

Cependant, ces mesures doivent être poursuivies et complétées afin d'assurer la pérennité des filières agricoles. En effet, nos agriculteurs souhaitent un revenu décent et stable qui leur permette de vivre de leurs productions, l'allègement des contraintes administratives, la poursuite de la recherche et de l'innovation et la juste reconnaissance de leur participation à la protection de l'environnement.

Alors que votre projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche arrive devant la représentation nationale, pouvez-vous nous préciser, monsieur le ministre, vos propositions pour stabiliser les revenus des agriculteurs, renforcer la compétitivité de l'agriculture, sauvegarder les terrains agricoles et instaurer une véritable politique de l'alimentation ?

Monsieur le ministre, je compte sur vous, nous comptons sur vous pour ne pas laisser tomber la " ferme France " ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*. Merci, madame la députée, d'avoir exposé clairement le débat et ses enjeux. ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe SRC.*)

La crise agricole que nous traversons n'est pas seulement une crise économique qui touche le revenu des agriculteurs : c'est une crise morale pour tous les paysans français, qui s'interrogent sur leur avenir.

Ce n'est pas seulement une crise nationale : c'est une crise européenne de l'agriculture et de la politique agricole commune.

Enfin, ce n'est pas seulement une crise conjoncturelle : cette crise remet en cause tous les équilibres agricoles du monde de demain.

Voilà ce à quoi nous devons faire face aujourd'hui. Le nouveau monde agricole dans lequel nous entrons se

caractérisé par une volatilité des prix insupportable pour les agriculteurs, par une concurrence de plus en plus forte avec de nouveaux acteurs - la Russie, l'Inde, la Chine, le Brésil - qui n'étaient pas présents hier sur les marchés internationaux, et par des risques et des aléas de plus en plus marqués en matière environnementale, sanitaire et de volatilité des prix.

Afin d'y faire face, nous prendrons toutes les mesures nécessaires : le plan d'urgence de Poligny, voulu par le Président de la République et par le Premier ministre, la stabilisation du revenu des agriculteurs, grâce à la loi de modernisation de l'agriculture, qui inclura des contrats et de nouveaux systèmes assurantiels, un renforcement de l'observatoire des prix et des marges et une analyse filière par filière des écarts de compétitivité qui nous séparent de nos concurrents, notamment l'Allemagne, afin que nous restions la première agriculture européenne.

Enfin, il faudra poursuivre la bataille que nous menons depuis plusieurs mois en vue de la régulation européenne des marchés agricoles. En effet, il n'y aura d'agriculture ni en France ni en Europe tant que durera la spéculation qui menace les paysans français et européens, et à laquelle la régulation que nous instaurerons mettra fin au cours des mois à venir. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Vasseur](#)

Circonscription : Aisne (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2139

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche

Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 avril 2010